



Conseil économique et social

Distr. générale
16 mai 2000
Français
Original: anglais/espagnol/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales
12-23 juin 2000

Rapports quadriennaux pour la période 1994-1997/1995-1998 présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
1. Africa-America Institute.	2
2. Association tunisienne des mères	3
3. Bochasanwasi Shree Akshar Purushottam Sanstha	6
4. Frères de la Charité.	8
5. International Association for Religious Freedom.	10
6. Fédération internationale de la vieillesse	11
7. International Women's Health Coalition.	13
8. Conseil national des femmes noires.	15
9. National Wildlife Federation	16
10. Organisation néerlandaise pour la coopération internationale au développement	18
11. Union de Ciudades Capitales Iberoamericanas.	19
12. Conférence mondiale des maires pour la paix grâce à la solidarité intervilles.	22

1. Africa-America Institute

(Statut consultatif général accordé en 1995)

L'Africa-America Institute a pour mission de favoriser la formation pédagogique et professionnelle des Africains, d'assurer une meilleure compréhension de l'Afrique aux États-Unis et de promouvoir des relations qui servent à la fois les intérêts des États-Unis et ceux de l'Afrique. Créé en 1953, l'Institut est une association multiraciale, multiethnique, à but non lucratif qui possède des bureaux à New York et à Washington et qui est implantée dans 20 pays africains. Grâce aux fonds fournis par des donateurs multilatéraux, le Gouvernement fédéral des États-Unis, des fondations privées et des sociétés, il s'acquitte de sa mission en menant des activités dans trois domaines : développement des ressources humaines; politiques de relais; et commerce, investissement et développement économique. On trouvera des renseignements complémentaires concernant les domaines d'activité sur le site Web de l'Institut à l'adresse suivante : <<http://www.aaionline.org>>.

Participation aux travaux et à des conférences du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Depuis que l'association a obtenu le statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies (ONU), les membres de l'Institut ont participé à de nombreuses conférences. Les domaines d'intérêt de l'Institut vont du développement de l'éducation au développement économique et social. La participation des membres à des manifestations intéressant l'ONU, dont certaines figurent ci-après, témoigne de la diversité de ces domaines :

a) Conférence sur les femmes africaines et le développement économique : investir dans notre avenir, Commission économique pour l'Afrique, Addis-Abeba (Éthiopie), 28 avril-1er mai 1998;

b) Premier Forum mondial sur le développement humain, ONU, juillet 1999;

c) Commission de la condition de la femme, 1er-19 mars 1999.

Coopération avec des organismes et des institutions spécialisées des Nations Unies

D'ordinaire, en collaboration étroite avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Institut assure la coordination des travaux qui portent sur des questions de développement général en Afrique. Il coopère aussi étroitement avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) à la promotion de politiques efficaces pour les femmes en Afrique. De ce fait, il a parrainé diverses conférences, dont celles qui sont répertoriées ci-après :

a) La Conférence African Women in Politics: Together for Change, s'est tenue à Gaborone (Botswana) du 6 au 9 mai 1995 et a été parrainée par l'Institut, l'association de femmes Emang Basadi, UNIFEM et l'association Femmes actives en droit et développement en Afrique. Soixante femmes de 22 pays se sont réunies pour débattre de la manière de faire accéder un nombre plus important de femmes à des postes politiques. *Together for Change*, la brochure de l'Institut issue de cette conférence, a fait l'objet d'une large diffusion;

b) En septembre 1995, une délégation de l'Institut a participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. En consultation avec d'autres groupes de femmes, l'Institut a tenu durant une journée et demie le Congrès régional africain des femmes et de la politique, en vue de poursuivre la constitution de la base de données entamée au Botswana;

c) Une réunion de coordination des représentants gouvernementaux et non gouvernementaux africains auprès de la Commission de la condition de la femme s'est tenue dans les locaux de l'Institut en mars 1997, avec le concours d'UNIFEM et de Friedrich Ebert Stiftung;

d) Dans le cadre de l'action menée par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) pour assurer la transition démocratique d'un gouvernement militaire à un gouvernement civil librement élu en Sierra Leone, le PNUD a engagé l'Institut à fournir des services de placement universitaire à l'intention de 15 membres du Conseil national provisoire de gouvernement. Le projet s'est achevé en 1998;

e) En mars 1998, l'Institut et le PNUD ont accueilli le révérend Jesse L. Jackson au Siège de

l'ONU. En tant qu'envoyé spécial du Président et Secrétaire d'État pour la promotion de la démocratie en Afrique, M. Jackson a parlé devant 250 diplomates, hommes d'affaires et défenseurs des intérêts de la communauté de l'« Africa's March Towards Democracy »;

f) Diverses réunions d'information ont été tenues dans les locaux de l'Institut à New York et à l'ONU par des représentants de l'Institut et du PNUD, en vue de débattre de diverses questions ayant trait au développement économique et social en Afrique, notamment des questions de connexion en Afrique et des moyens de dynamiser le développement économique en Afrique australe;

g) L'Institut a été invité à collaborer à de nombreuses activités du PNUD et de l'UNOPS, y compris le programme régional du Bureau du PNUD pour l'Afrique, intitulé *Entreprise Africa*, lancé au printemps 1999.

Autres activités pertinentes

Dans le cadre de son programme de travail, l'Institut a continué d'appuyer l'ONU dans sa volonté de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande, ainsi que de recourir aux institutions internationales pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples.

De 1995 à 1998, l'Institut a continué de gérer des programmes de bourses d'études de premier, deuxième et troisième cycle de l'enseignement supérieur pour des Africains qui étudient dans des universités américaines. Ces projets visent à préparer les boursiers, après leur retour en Afrique, à effectuer des changements positifs qui contribueront au développement du continent.

Outre la gestion des programmes de formation, en 1997 et 1998, l'Institut a parrainé plusieurs colloques en Afrique visant le développement des compétences de direction et l'échange d'idées et de l'information sur des problèmes pressants intéressant les Africains :

a) Un forum intitulé *Gender, Empowerment and Sustainable Development in Africa*, tenu à Blantyre (Malawi) en février 1997, axé sur la manière dont les hommes et les femmes peuvent oeuvrer de concert au sein de partenariats efficaces;

b) Une conférence intitulée *Partnerships in Higher Education in Africa*, qui a rassemblé 40 représentants de 17 pays à Gaborone en août 1997;

c) Une table ronde sur le thème *Connecting Worlds: Africa and the United States in the Information Age*, tenue en septembre 1997 en vue de débattre du rôle des techniques de l'information dans le développement de l'Afrique et de l'extension de l'infrastructure nécessaire. Les actes de la table ronde ont fait l'objet d'une brochure;

d) Diverses conférences ont été organisées sur le thème du développement économique en Afrique, dont la conférence intitulée « *Private sector Stake in Southern African Development* », tenue à Windhoek en décembre 1996, qui était parrainée par les Gouvernements japonais et namibien, la Fédération d'organisations économiques du Japon et la Communauté de développement de l'Afrique australe.

2. Association tunisienne des mères

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

Née à l'orée de la dernière décennie du XXe siècle (11 août 1992), l'Association tunisienne des mères a pour objectifs de venir en aide à la mère dans le besoin et de l'encourager à assumer pleinement ses responsabilités familiales, sociales, associatives et civiques.

À l'échelle régionale, et compte tenu des découpages onusiens, l'ATM est affiliée à plusieurs réseaux dans les espaces géopolitiques de la Tunisie :

a) Réseau arabe (CESAO), au sein duquel elle a participé à toutes les conférences pré et post-Beijing et aux conférences préparatoires et de suivi des autres rencontres régionales et mondiales, organisées par les Nations Unies;

b) Réseau africain (FEMNET), dont elle est vice-présidente et coordinatrice pour l'Afrique du Nord;

c) Réseau maghrébin (Association maghrébine des mères), dont elle assure la présidence depuis son congrès constitutif de Tunis en 1999;

d) Réseau méditerranéen (Association des mères de la Méditerranée, Forum des femmes de la Méditerranée), etc.

Au niveau mondial, l'ATM est membre de la Conférence des organisations non gouvernementales (CONGO), de même que de l'Organisation mondiale de la famille (OMF ex-UIOF), où elle a été élue vice-présidente au Conseil général (Congrès du Brésil en 1997), et assurant la présidence de la Commission internationale des familles rurales (depuis 1996); la présidence de la Commission internationale de la femme de l'OMF (Conseil général de Tunis d'avril 2000) et la vice-présidence de la Commission internationale de la jeunesse (Conseil général de Barcelone en 1996).

Forte de ce tissu associatif, encouragé à travers le monde, l'ATM a participé à l'ensemble des conférences internationales des Nations Unies, en prenant activement part aux travaux de ces conférences, notamment par l'animation d'ateliers de réflexion autour de thèmes mobilisateurs quant à la promotion sociale (rôle de la mère dans l'équilibre de la famille), et à toutes les sessions de la Commission de la condition de la femme à New York, dans le cadre du suivi de Programme d'action de la Conférence de Beijing.

Afin de mener à bien son action de développement, l'ATM n'a cessé d'apporter des ajustements à son statut constitutif, afin d'adapter continuellement son organisation structurelle aux besoins nouveaux qui se déclarent.

C'est ainsi que le nombre de ses adhérentes a connu l'évolution suivante : en 1992 : 12 membres fondateurs lors de sa création; en 1996 : 5 000 lors de son premier congrès électif; en 1998 : 10 000 membres adhérentes; et en 2000 : 15 000 membres adhérentes.

Au niveau des comités régionaux, en 1996 : il y avait 23 comités, répartis dans chaque chef-lieu de gouvernorat de la République (préfecture), afin de se rapprocher le plus possible de la mère; en 1997-1998 : le nombre est passé à 27, selon le découpage administratif des comités nationaux de coordination; en 1999 : l'extension au niveau des comités professionnels a fait passer le nombre des comités à 30; en 2000 : le développement des activités de l'ATM a nécessité la multiplication des structures régionales au niveau des « délégations » (sous-préfectures), et ce, par la création des « comités locaux » (entre 10 à 15 comités locaux par comité régional).

Au niveau des sections de l'ATM à l'étranger, partant du principe qu'il est important d'être aussi à l'écoute des mères qui résident hors des frontières, l'Association tunisienne des mères a développé un réseau de sections d'adhérentes tunisiennes habitant l'étranger, afin de leur permettre à la fois de « vivre harmonieusement la biculturalité », et de maintenir des relations permanentes avec leur pays d'origine.

Le nombre des sections a évolué comme suit : en 1996, il y a eu la création de 17 sections en Europe, essentiellement en France, en Allemagne et en Italie, pays à forte densité de communautés tunisiennes, et où la mère émigrée rencontre les problèmes les plus difficiles à résoudre; en 1997 : le nombre de sections est passé à 22 structures, élargies aux régions américaines (États-Unis et Canada); en 1998 : les mères tunisiennes résidant dans les pays arabes ont signifié aussi le besoin de créer des sections associatives, qui sont alors au nombre de 32; en 1999 : les pays du Maghreb sont entrés dans le concert des sections ATM à l'étranger, ramenant celui-ci au nombre de 40; en 2000 : les sections associatives de l'ATM sont au nombre de 45.

Anniversaire du changement

Des caravanes provenant de toutes les sections de l'ATM des différents gouvernorats du pays à destination des familles nécessiteuses, des familles des zones d'ombre et des mères sans soutien. En 1996 : bénéficiaires : 690 familles (vêtements, couvertures, produits alimentaires); en 1997 : bénéficiaires : 950 familles (vêtements, couvertures, produits alimentaires, produits hygiéniques, matelas, médicaments, béquilles); en 1998 : bénéficiaires : 1 400 familles (vêtements, couvertures, produits alimentaires, produits hygiéniques, matelas, médicaments, lits); en 1999 : bénéficiaires : 2 000 familles (vêtements, couvertures, produits alimentaires, produits hygiéniques, matelas, médicaments, lits, béquilles et dons pécuniaires); en 2000 : prévues : 2 500 familles (vêtements, couvertures, produits alimentaires, produits hygiéniques, matelas, médicaments, lits).

Environnement

L'Association tunisienne des mères évolue en fonction des thèmes adoptés au niveau national dans le domaine de l'environnement. Il est clair que le plus dur à faire, c'est la sensibilisation.

En 1996, l'ATM a organisé des campagnes de sensibilisation sous les thèmes « Préservons notre environnement », « Tous pour une plage propre » et « 1 enfant = 1 arbre ». Il a été procédé à la plantation de plusieurs espaces et surtout les écoles, au cours des caravanes multidisciplinaires, impliquant les enfants à l'esprit civique envers la nature.

En 1997, la principale activité est le projet intégré réalisé dans une cité de Tunis, El Khadra, qui consiste à faire sensibiliser les habitants pour le tri des ordures organiques des ordures recyclables. Deux poubelles de deux couleurs différentes ont été distribuées aux citoyens. Après une enquête menée pour le suivi du projet, les résultats enregistrés ont été largement satisfaisants.

En 1998, le thème adopté a été « Biodiversité et raréfaction biologique en Tunisie ». Une exposition et une dégustation de plats et de tisanes à base de plantes ont été organisées avec la participation des enfants sur le plan culturel, avec pour slogan « Utilisons les plantes de notre environnement ».

En 1999, le développement durable a été le thème de l'activité pour cette année qui, insinuant à la rationalisation des ressources (faune, flore), lutte contre la déforestation. Suite à l'activité de 1998, l'ATM compte éditer une nomenclature sur les plantes médicinales de notre environnement, dans un langage facile, accessible à toutes les mères.

Pour l'année 2000, le thème portera sur la pollution marine et la propreté du littoral. Une conférence sera donnée par un spécialiste en la matière, et le côté culturel sera assuré comme toujours par les enfants.

Par ailleurs, l'ATM a participé activement aux différents séminaires et rencontres sur le plan national et international, organisés par les associations environnementales, et par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), sous l'égide du PNUD.

L'action en matière d'information, de communication et de publication

La revue « Mères-Échos » créée en 1993 est un périodique édité par l'ATM qui paraît tous les deux mois (soit six numéros par an). Cette revue transmet les messages aux mères de Tunisie et à l'étranger, en informant sur la dynamique de l'association et les événements nationaux en général (échéances électorales, journées nationales ciblées, etc.).

De même qu'en assurant la couverture des manifestations des Nations Unies, « Mères-Échos » a permis de faire le suivi et la synthèse de la participation de l'ATM aux conférences internationales organisées au cours de la décennie passée et notamment : la Conférence sur les droits de l'homme, la Conférence sur la population et la santé de la procréation, le Sommet mondial du développement social, la Conférence mondiale sur les femmes et le Sommet alimentaire.

Par ailleurs, et toujours dans le domaine de la communication, l'ATM assure la transmission (radiophonique et télévisée) de dossiers spécifiques aux mères, en véhiculant les principes d'éducation familiale à l'attention des familles (notamment celles résidant à l'étranger, qui bénéficient d'un dossier hebdomadaire chaque dimanche, et qui, à travers le canal satellite fait intervenir les sections de l'ATM créées dans les pays où il y a une forte concentration de familles tunisiennes).

Dans le même ordre d'idées, l'ATM en célébration de « Tunis, capitale culturelle » déclarée par l'UNESCO en 1997, fière de son patrimoine et grâce à son imagination féconde, a décidé de développer le patrimoine culturel de l'association, de le communiquer et de le mettre au service de la cause pour laquelle l'ATM existe : soutenir et aider l'autre.

À cet effet, elle a puisé dans le rôle éminemment diversifié de la mère tunisienne dans la vie de tous les jours en associant les tops de tous les corps de métiers pour réaliser un chef-d'oeuvre intitulé : la mère tunisienne, tradition et modernité. Il fut considéré parmi les meilleures éditions de l'ère nouvelle puisqu'il touche à deux domaines à la fois, l'art culinaire et l'habit traditionnel. Ce chef-d'oeuvre, un livre racontant l'aspect de notre beau patrimoine, est une édition au service de la solidarité sociale, qui, par sa commercialisation fort importante, a permis de collecter des fonds et de participer au financement de la cause noble de l'association.

3. Bochasanwasi Shree Akshar Purushottam Sanstha

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

Objectif

Le BAPS a pour principaux objectifs la création et la gestion de foyers et d'écoles et la propagande. Il a aussi des activités caritatives dans divers domaines – éducation, médecine, réduction de la pauvreté, élimination de l'analphabétisme et des dépendances. Il est actif dans les secteurs environnemental, médical, social et culturel, avec pour but de promouvoir une vie fondée sur la morale, la force de caractère et les valeurs. Il dispose, pour atteindre ces objectifs, d'une équipe mondiale de bénévoles regroupant 40 000 personnes. Quant aux activités et projets mis en oeuvre, ils comprennent des secours en cas de tremblements de terre et d'inondations, une aide pour l'éducation et la médication, l'organisation de programmes pour les jeunes et les enfants dans plus de 6 800 centres, la gestion d'hôpitaux et l'organisation d'unités de soin mobiles.

Activités médicales

a) Unités mobiles de diagnostic gratuit. Unités mobiles effectuant gratuitement des examens en cardiologie, ophtalmologie, dermatologie, oto-rhino-laryngologie, santé des femmes et prophylaxie;

b) Cours de culture physique. Cours de culture physique et de yoga dans de nombreux centres – compétitions d'athlétisme, journées sportives annuelles, matches de basket et natation;

c) Hôpitaux caritatifs. Trois hôpitaux en Inde. En 1997, ces hôpitaux ont traité plus de 140 000 patients. À Dabhol a commencé en 1997 la construction d'un hôpital de 50 lits;

d) *Centres de consultation et dispensaires.* Dans neuf villes, avec en moyenne 15 à 20 patients traités par jour dans chacun d'entre eux;

e) Rencontre entre enfants et patients dans des hôpitaux. Des enfants rendent visite à des patients, leur parlent et prient pour eux : 22 691 patients ont ainsi rencontré des enfants dans 562 hôpitaux en 1995;

f) Unités mobiles de collecte de sang. La collecte la plus importante organisée à Bombay en 1995 a

duré 37 jours et permis de recueillir 405 000 cm³ de sang;

g) Publications de sensibilisation aux questions de santé. Plus de 165 000 fascicules sur des sujets tels que le sida, le tabac, l'alcool et les drogues ont été diffusés en anglais, hindi, gujarati et marathi;

h) Enseignement médical. L'École de médecine Pramukh Swami de Karamsad – célèbre école du sud de l'État de Gujarat. Aide aux étudiants en médecine – livres, tutorat et orientation professionnelle gratuits;

i) Conférences sur la médecine et la déontologie. Pour préserver la déontologie médicale et relever le niveau de qualité, 13 conférences en 1995 réunissant 3 051 médecins; 5 conférences en 1997 réunissant 2 300 médecins; et 28 conférences en 1998 réunissant 6 275 médecins.

Éducation

a) Établissements d'enseignement primaire et secondaire. Quatre mille cinq cent soixante-quatre élèves dans 10 établissements permanents, réservés en grande partie aux socio-économiquement faibles. Mille cent élèves assistent à l'école du dimanche au Royaume-Uni. Ils y apprennent les langues indiennes, l'autodéfense et l'art de diriger. Il existe quatre facultés de sanskrit où les étudiants apprennent cette langue;

b) Foyers d'étudiants. Il existe neuf foyers hébergeant 1 242 étudiants et cinq autres sont en construction. Ils visent à développer tous les aspects de la personnalité, avec l'organisation de dialogues, de débats, de danses folkloriques, de réunions spirituelles, de séances de chant et de musique et une éducation morale visant à forger le caractère;

c) Aide financière à l'enseignement. Neuf écoles et cinq universités reçoivent une aide qui est vitale pour leur survie. Une assistance a été fournie au Planetarium PSM de Rajkot;

d) Aide directe aux élèves. Tutorat gratuit offert à tous les élèves des centres du BAPS au Gujarat. Des bourses sont accordées aux élèves méritants pour leur permettre de poursuivre leurs études – 1995 : 794, 1996 : 862, 1997 : 953, 1998 : 1 795. Plan d'adoption d'élèves : le BAPS a pris à sa charge tous les frais de scolarité de 158 élèves. En 1997, 1 500 élèves ont été sélectionnés pour participer à des ateliers consacrés à

l'étude, la concentration et la formation de la personnalité et du caractère;

e) Camps de vacances. Chaque été, des groupes d'enfants du Royaume-Uni, des États-Unis, d'Australie et d'Afrique viennent en Inde pour apprendre et explorer. Il existe des camps axés sur le sport, l'athlétisme, le yoga et les arts martiaux, le pique-nique, la musique et les activités culturelles;

f) Centre de recherche AARSH. Consacré aux études pratiques supérieures en sciences sociales. Organisation en 1995 d'une conférence « concept de Vaidika » sur la philosophie et les Vedas à laquelle ont assisté 20 étudiants et 100 personnes sélectionnées. « Le rôle du gourou » (1996) – communications présentées par 22 universitaires à une audience de 408 érudits.

Secours d'urgence

Les sages et les bénévoles du BAPS gèrent eux-mêmes tous les secours d'urgence sur place de manière à assurer la transparence.

a) 1995. Inondations à Malda, dans l'ouest du Bengale (Inde). Envoi de camions de vêtements, d'outils et de médicaments;

b) 1996. Cyclone dans l'Andhra Pradesh, (Inde). Fourniture d'une aide à 10 000 familles dans 20 villages. Distribution de plus de 21 150 kg de vivres. Distribution de plus de deux camions de vêtements usagés. Fourniture et prescription de médicaments sur place par des médecins;

c) 1997. Inondations dans le Gujarat (Inde). Fourniture d'eau potable et de produits frais. Fourniture d'ustensiles de cuisine à 300 familles et distribution de 70 000 colis de produits alimentaires. Distributions de produits prophylactiques;

d) 1998. Cyclone dans le Gujarat (Inde). Vingt sages et 40 bénévoles se sont rendus sur place dans les heures qui ont suivi le cyclone avec 10 tonnes de céréales alimentaires, deux camions de millet, 500 réchauds, 600 ensembles d'ustensiles en métal, 2 camions de vêtements, 200 cartons de chaussures et de vêtements spéciaux et des médicaments d'une valeur de 250 000 roupies;

e) 1998. Explosion de bombes à Nairobi. Cinquante bénévoles ont apporté d'urgence des provisions, fait des dons d'argent et aidé l'armée à réparer les dé-

gâts à l'ambassade des États-Unis et dans les quartiers environnants.

Campagnes de lutte contre les dépendances

a) Campagnes de lutte contre les dépendances. Lutte contre le tabac, l'alcool, le jeu et les drogues. Beaucoup de personnes se sont libérées de longues dépendances – 38 000 en 1995, 5 596 en 1996 (93 733 dépendants ont été contactés par 125 équipes), et 10 000 en 1997; 76 196 lettres d'encouragement ont été envoyées à titre de suivi;

b) Exposition contre les dépendances. Une exposition itinérante contre les dépendances parcourt l'Inde. Elle a été vue par 2 millions de personnes.

Aide aux socioéconomiquement faibles

a) Activités générales dans les zones sous-développées. Les sages et les bénévoles effectuent régulièrement des visites pour éliminer les superstitions et la dépendance à l'alcool et au tabac. Le BAPS organise des cours d'alphabétisation à intervalles réguliers, des réunions spirituelles hebdomadaires et promeut activement les valeurs familiales. Service gratuit d'ambulance à Dfadra, distribution hebdomadaire de médicaments gratuits contre certaines affections à Silvassa. Complexe éducatif complet pour 2 000 élèves à Ukai, où ces derniers reçoivent un enseignement, des manuels scolaires et des cahiers gratuits ainsi que des bourses. Sur les 72 villages de la zone de Dadra-NH, 42 ont été libérés de diverses dépendances;

b) Activités pour les anciens. Réunions quotidiennes et hebdomadaires d'anciens appliquant les principes de l'ONU : indépendance, participation, prise en charge, accomplissement de soi et dignité. Le BAPS exploite aussi les talents des anciens dans les services à la communauté.

Respect de la morale

a) Centres de morale. Il existe aujourd'hui plus de 2 859 centres pour enfants, 2 639 centres pour jeunes et 1 316 centres pour femmes. De 1995 à 1998 ont été organisées plus de 1 360 000 réunions de sensibilisation aux questions de morale.

b) Cours sur les valeurs morales et spirituelles. Organisation de cours de morale du type université populaire; examens dans 988 centres situés dans le

monde entier. 1995 : 21 000, 1996 : 15 000, 1997 : 25 000 et 1998 : 26 000 candidats;

c) Solidarité familiale. Pramukh Swami Maharaj, chef spirituel du BAPS, estime que « les membres d'une famille qui mangent ensemble, jouent ensemble et prient ensemble, restent ensemble ». Le BAPS a lancé le concept nouveau d'assemblée familiale où les familles se retrouvent et prient ensemble. En 1995, 5 209 familles ont commencé à en tenir; elles ont été 11 000 en 1996.

Respect de l'environnement

a) Plantation d'arbres. Un million deux cent mille arbres ont été plantés dans 2 170 villages;

b) Recyclage des déchets. Sept millions de canettes en aluminium ont été ramassées au Royaume-Uni en 1995 et trois prix de l'environnement ont été gagnés;

c) Conservation des ressources en eau. Cinq mille quatre cent soixante-quinze puits ont été réalimentés dans 338 villages; 300 000 affiches ont été distribuées afin de sensibiliser la population; 102 projets hydrographiques avec barrages régulateurs, petits étangs d'exploitation et bassins d'infiltration ont été menés à bien.

Respect de la culture

a) Akshardham, un paradis culturel. Il a fallu six années et 8 millions d'heures de travail pour réaliser des sculptures complexes sur 6 000 tonnes de grès rose. Le site a été visité par 9 millions de personnes, dont le Dalai Lama, Lech Walesa et le Prince Philip. Le spectacle multimédia d'Akshardham a remporté la médaille de bronze au concours international multimédia de Munich;

b) Temple Swaminarayan Hindu Mandir, Neasden, Londres. Remarquable introduction à la culture, la société et la religion de l'Inde. Inauguré en 1995, il est entré dans le livre Guinness des records mondiaux en 1997, en tant que plus grand temple en pierre en dehors de l'Inde. Le chef spirituel du BAPS, Pramukh Swami Maharaj, est salué dans l'édition 2000 de ce livre, comme un maître bâtisseur. Le temple a été considéré comme l'une des « 70 merveilles du XXe siècle » par le *Reader's Digest*. Il a été visité par 1,7 million de personnes de 1995 à 1998.

Assemblées et conférences

a) Organisation de conférences et d'assemblées. Assemblée internationale pour les femmes (Londres); assemblées internationales sur les thèmes suivants : pour une vie meilleure; les étudiants; la journée de l'enfant; la journée des jeunes; médecine et déontologie (Bombay). Conférences sur l'impact des médias modernes sur la société, les grandes figures féminines, les systèmes familiaux actuels (Bombay). Mille cinq cents élèves sélectionnés ont participé, en 1997, à des ateliers axés sur l'étude, la concentration, la personnalité et la formation du caractère;

b) Participation à des conférences et assemblées. Deux représentants ont assisté, en 1996, aux réunions d'information DPI/ONG organisées par l'ONU à New York; réunions annuelles des ONG organisées par l'ONU à New York, Vienne et Genève en 1997.

4. Frères de la Charité

(Statut consultatif spécial depuis 1995)

Période couverte par le présent rapport : 1995-1998

Buts et objectifs

La mission des Frères de la Charité est d'aider à subvenir aux besoins matériels et moraux d'individus et de groupes qui sont en danger à cause de leur situation psychologique, économique ou sociologique. Traditionnellement, les Frères de la Charité ont principalement travaillé à la création d'établissements d'éducation pour les enfants, sans distinction économique, religieuse ou sociale. Outre les services d'enseignement qu'ils assurent dans le monde entier, les Frères de la Charité dispensent aussi des services aux individus atteints de graves problèmes de santé mentale et d'infirmités. Au cours des dernières années, fidèles à leur mission, les Frères de la Charité ont mis en place de nouveaux services pour les toxicomanes, les réfugiés, les enfants des rues et les victimes du VIH/sida. Les soins fournis sont de plus en plus reliés à des campagnes de sensibilisation et à des efforts en faveur de l'autosuffisance.

Les Frères travaillent dans 24 pays du monde. Le financement des projets provient surtout de subventions des gouvernements et de contributions charitables.

Participation aux travaux, aux conférences et aux réunions du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires

Sœur Maria Goetschalckx, juriste et représentante principale des Frères de la Charité, assiste tous les jeudis matins aux réunions des ONG afin d'établir des liens avec d'autres ONG partageant les mêmes objectifs. À la session de fond de 1997 du Conseil économique et social (Genève, 30 juin-25 juillet) les Frères de la Charité ont présenté par écrit leur appui à la proposition de déclarer 2001 Année internationale des volontaires.

Collaboration avec les organes et les institutions spécialisées des Nations Unies

Les Frères de la Charité se sont fondés sur les documents de l'ONU pour définir des orientations nouvelles et reformuler leurs points de vue traditionnels concernant leur mission. Ils prévoient de réorganiser l'envoi de documents à l'ONU à compter du printemps 2000, après la réunion de réflexion à Gand des membres du forum électronique, sur la façon d'établir les documents destinés à l'ONU et à d'autres ONG.

Autres activités pertinentes Mesures pour mettre en oeuvre les résolutions des Nations Unies

Droits de l'homme. Le droit à un traitement humain : mise en oeuvre de méthodes de traitement plus humaines pour les individus souffrant d'affections mentales. De nouveaux projets destinés aux individus ayant besoin de soins psychiatriques ont été établis ou relancés par les Frères de la Charité dans des pays comme l'Afrique du Sud, le Burundi, la Côte d'Ivoire, l'Inde, la Mongolie, la République démocratique du Congo, le Rwanda. Ces projets montrent la nécessité de soins au niveau de la communauté, visant particulièrement la qualité de la vie en conjonction avec les soins thérapeutiques. Ils montrent aussi les possibilités qui existent hors de l'institutionnalisation traditionnelle et leurs possibilités de réalisation dans des régions rurales, et visent les changements d'attitude nécessaire à l'intégration des malades mentaux.

Le droit à une réinstallation et une réinsertion en toute sécurité. Depuis les événements tragiques de la région des Grands Lacs (Rwanda, Burundi et Congo), les Frères de la Charité ont entrepris de fournir des services de plaidoyer pour les réfugiés des camps de Tanzanie. Ces projets comprennent la récupération post-traumatique, et l'accès à l'éducation (y compris l'établissement d'un système d'apprentissage à distance et l'organisation de moyens permettant une autosuffisance économique dans l'avenir grâce à des microentreprises).

Le droit des toxicomanes à retrouver un statut de personne libérée de la drogue. Les Frères de la Charité se sont prononcés en faveur de l'établissement de programmes d'hébergement et de soins qui permettent de rétablir les liens avec la communauté sans faire appel à la méthadone. Ils ont obtenu des succès avec cette formule de traitement et souhaitent que les autres en comprennent les possibilités.

Droits des enfants. Les Frères de la Charité restent fidèles à leur tradition d'établir des écoles et de fournir des services d'éducation aux enfants souffrant de déficiences intellectuelles ou autres, provenant de groupes socioéconomiques à risques. Depuis 1996, ils ont élargi cette action en fournissant des services d'enseignement aux enfants des camps de réfugiés et en contribuant à un programme destiné à former des assistants sociaux et des psychologues pour améliorer la situation et les perspectives d'avenir des enfants des rues en Roumanie.

Consultations et coopération avec des fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU

Pour lancer les projets et décider des stratégies et des priorités, les Frères de la Charité se sont fondés sur les documents du Sommet mondial pour le développement social (1995). Dans leurs projets, ils cherchent à mettre en vedette des aspects comme l'intégration sociale par la protection des droits de l'homme et la non-discrimination, la participation des groupes et des personnes démunis et vulnérables (engagement 4 de Copenhague) et l'accès universel et équitable à une éducation de qualité et à une bonne santé physique et mentale (engagement 5 de Copenhague). La position des Frères de la Charité sera exposée plus en détail dans des communications aux fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU et au cours de la coopération avec eux.

Établissement de document divers

Les Frères de la Charité entendent se concentrer sur certains aspects particuliers des secteurs intéressant l'ONU : le développement responsable; le droit à l'éducation; les établissements humains; et le droit à des soins et des traitements adéquats pour les individus souffrant d'une incapacité psychologique ou physique.

Autres exemples d'activités de fond ou de consultation

En mars 1997, un Congrès international sur la Qualité de la vie a été organisé et a eu lieu à Gand (Belgique). À ce congrès, des représentants des divers projets des Frères de la Charité à travers le monde se sont rencontrés pour discuter des travaux en cours et à venir s'inscrivant dans les traditions et les orientations des Frères de la Charité comme dans celui de l'ONU.

Les participants ont conclu que le principe de la qualité de la vie peut servir de concept de référence pour établir des normes applicables à l'éducation, à la prestation des services, aux droits économiques des individus, aux soins pour les individus à risque, etc. Entrant dans les résolutions de ce congrès, le principe de la qualité de la vie servira de référence pour l'évaluation des services dispensés par les Frères de la Charité à travers le monde et pour la fixation de normes pour les communautés. Le congrès a donné lieu à la publication d'un livre sur la notion de qualité de la vie appliquée à la prestation de services de santé mentale, à l'éducation, aux soins et à la démarginalisation des personnes souffrant d'une incapacité, et d'autres personnes et groupes à risque.

5. International Association for Religious Freedom

(Organisation non gouvernementale admise au statut consultatif général en 1995)

Période couverte par le rapport : 1995-1998

L'Association internationale pour la liberté religieuse a été créée en 1900 en tant qu'association d'individus et de groupes qui partagent une volonté commune d'œuvrer en faveur de la liberté de religion ou de conviction par le biais de la compréhension in-

terconfessionnelle et de la coopération. À la fin de 1998, l'Association comptait 80 groupes membres, 10 chapitres nationaux et des membres à titre personnel dans 35 pays. Les programmes de l'Association comportent des services communautaires et des projets de développement, des conférences, des publications et des travaux de représentation auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève. Ces activités sont prévues et supervisées par des bureaux régionaux à New York, à Calcutta, à Manille et à Tokyo et par le secrétariat international à Oxford (Angleterre).

Participation au travaux du Conseil économique et social

En 1995, l'Association a été représentée à la Commission des droits de l'homme et à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme par M. Frank Field, pour être représenté à partir de 1996 aux réunions de Genève par M. Gianfranco Rossi. De 1995 à 1998, entre cinq et sept représentants de l'Association ont pris part à diverses réunions d'information et réunions du Comité à New York.

L'Association a appuyé la création du Comité d'organisations non gouvernementales sur la liberté de religion ou de conviction qui joue un rôle actif au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York depuis 1992. Un représentant de l'Association a aidé M. Amor, Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse lorsqu'il est venu aux États-Unis pour y tenir des auditions. L'Association était l'une des nombreuses organisations non gouvernementales ayant présenté une communication à l'occasion de ces auditions à New York.

L'Association a joué un rôle de précurseur dans l'action en faveur de la désignation par l'Assemblée générale d'une journée internationale annuelle pour la liberté de religion ou de conviction.

Vingt-trois organisations non gouvernementales, dont l'Association, ont présenté une proposition conjointe à la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Depuis 1994, le Comité d'organisations non gouvernementales sur la liberté de religion ou de conviction a coparrainé avec le Comité des organisations non gouvernementales religieuses auprès de l'Organisation des Nations Unies, le Comité d'organisations non gouvernementales internationales sur les droits de l'homme et le Values Caucus, une

Journée annuelle pour la liberté de religion ou de conviction. Les représentants de l'Association ont toujours joué un rôle important dans la planification et l'exécution de ces programmes. Le Rapporteur spécial sur l'intolérance religieuse a pris la parole à des manifestations en 1995 et en 1998 et le Secrétaire général de l'Association a également pris la parole à la manifestation de 1998.

En 1995, plusieurs représentants de l'Association ont activement pris part à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Cette même année, le Secrétaire général de l'Association a prononcé un discours à l'occasion d'une réunion du Values Caucus le 27 janvier dans le contexte des travaux du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social. Le Secrétaire général a également pris la parole à l'Organisation des Nations Unies le 25 octobre 1995 à l'occasion d'une réunion parrainée par le Comité des organisations non gouvernementales religieuses. En 1998, le Secrétaire général de l'Association et des représentants de l'Association, MM. Sue Nichols et Gianfranco Rossi, ont chacun présenté un exposé à l'occasion de la Conférence d'Oslo sur la liberté de religion ou de conviction, organisée à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

Depuis 1996, M. Rossi représente l'Association aux réunions de la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Il est systématiquement intervenu au nom de victimes de persécution et d'intolérance religieuses. Ces interventions sont affichées sur le site Web de l'Association.

Au nombre des interventions qu'il a faites à la Commission des droits de l'homme entre 1996 et 1998 figurent les thèmes suivants :

La violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales partout dans le monde et l'application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction.

Des exposés ont également été faits dans le cadre de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (1996-1998) sur les thèmes suivants : la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tous les pays, la prévention de la discrimination et la protection des minorités, l'exercice des droits fondamentaux des femmes et l'élimination de toutes les for-

mes d'intolérance et de discrimination fondée sur la religion ou la conviction (1997, 34e réunion; 1998, 30e réunion).

Promotion des travaux de l'Organisation des Nations Unies

La revue *IARF World* est publiée deux fois par an et distribuée à plus de 2 000 foyers et institutions. Un certain nombre d'articles faisant la promotion de l'Organisation des Nations Unies ont été publiés sur les sujets suivants : la religion et les droits fondamentaux en Europe; l'organisation par le Comité sur la liberté de religion et de conviction d'un programme spécial pour les organisations non gouvernementales à l'Organisation des Nations Unies; l'initiative IARF au Pakistan; la liberté de religion en Roumanie; le Tribunal pénal international, le seizième anniversaire de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction; la discrimination en Arabie saoudite; et la persécution des minorités religieuses, en particulier celle des pandits au Cachemire.

En 1996, l'Association a tenu son congrès triennal à Iksan (République de Corée). Au programme figuraient des rapports présentés par les représentants de l'Association auprès de l'Organisation des Nations Unies sur leurs travaux à l'appui des droits de l'homme. Ces rapports ont été publiés dans les *Proceedings* (actes) du Congrès et ont été mis à la disposition du public en 1998 sur le site Web de l'Association. En outre, l'Association utilise son site Web pour rendre compte des lois relatives aux droits de l'homme concernant la liberté religieuse et elle dispose de liens avec les sites Web de l'ONU ainsi qu'avec d'autres sites Web relatifs aux droits de l'homme.

6. Fédération internationale de la vieillesse

(Statut consultatif général depuis 1995)

Au cours des quatre dernières années, la Fédération internationale de la vieillesse a poursuivi ses activités dans le cadre de sa mission première qui est de favoriser une meilleure compréhension du besoin impérieux pour les personnes âgées de vivre dans l'indépendance, la dignité et la sécurité. Ces activités sont axées autour des thèmes suivants : sensibilisation,

conférences mondiales bisannuelles, publications, recrutement de nouveaux membres à travers le monde et développement des communications entre les membres.

Sensibilisation

Pendant la période en question, la FIV était représentée auprès des Nations Unies, par une équipe d'experts de grande réputation en matière de politiques sur le vieillissement, dirigée par Mme Helen Hamlin. Ces experts ont travaillé en étroite collaboration avec d'autres ONG représentées à l'ONU et avec le Groupe du vieillissement de l'ONU. L'élection de Mme Hamlin à la tête du Comité des ONG sur le vieillissement confirme l'estime dont elle et ses collègues sont l'objet.

La FIV a pris part à la planification et à l'exécution de l'Année internationale des personnes âgées, notamment à l'inauguration de cette année en octobre 1998 et, à la fin de l'année, à la session extraordinaire de deux jours de l'Assemblée générale à New York, à l'automne de 1999.

Pendant toute cette période, la FIV a été représentée à l'Organisation mondiale de la santé et elle a eu aussi une représentante à Vienne.

Conférences mondiales bisannuelles

À la suite de la première conférence mondiale d'inauguration, à Pune (Inde), en 1992, à laquelle ont assisté quelque 400 personnes, la FIV a pris la décision d'organiser de telles conférences tous les deux ans dans différentes parties du monde afin d'élargir son audience, d'informer les professionnels, les universitaires, les journalistes et les leaders politiques et de réunir un grand nombre de membres et de sympathisants.

La deuxième conférence mondiale de la Fédération internationale de la vieillesse a eu lieu à Jérusalem du 17 au 21 septembre 1995. Elle avait pour thème « Mondialisation du vieillissement : défis et perspectives du siècle nouveau ». Des représentants du Groupe du vieillissement ont assisté à la conférence et une réunion spéciale a été organisée pour examiner les possibilités d'une plus grande coopération. Le nombre de participants a été deux fois plus élevé que celui de la première conférence.

La troisième conférence mondiale, a eu lieu à Durban (Afrique du Sud) du 19 au 24 octobre 1997. Elle avait pour thème « Le vieillissement et la diversi-

té : prise en charge et réalisation de soi ». Plus de 1 000 participants sont venus de toutes les parties du monde. Il s'agissait là de l'une des premières conférences internationales à avoir lieu en Afrique du Sud après l'abolition de l'apartheid. Une fois de plus, des représentants de l'ONU ont participé activement à la Conférence.

La quatrième conférence mondiale a été l'un des événements majeurs de l'Année internationale des personnes âgées. Cette conférence, qui a eu lieu à Montréal, a regroupé 1 800 personnes venant de quelque 78 pays. Elle avait pour thème « Le vieillissement dans une société pour tous les âges ». Dans le cadre de la conférence, il y a eu une réunion des ministres responsables de politiques et de programmes sur la vieillesse dans leurs pays respectifs; 35 ministres y ont assisté, représentant divers gros pays comme l'Argentine, l'Australie, le Canada, la Chine, le Japon et le Royaume-Uni, et de pays en développement comme le Cameroun, la Malaisie et le Mali.

Le discours inaugural a été présenté par M. Alexandre Kalache de l'Organisation mondiale de la santé. D'autres allocutions ont été faites entre autres par M. Alexandre Siderenko, du Groupe du vieillissement de l'ONU, et un grand nombre de ministres ont participé à une session de clôture télévisée. Les participants à la conférence ont examiné et approuvé la Déclaration de Montréal de la Fédération internationale du vieillissement qui a été ensuite transmise à l'ONU.

Publications

Pendant toute cette période, la FIV a continué à distribuer ses publications et affiches. Elle a aussi publié un bulletin mensuel *Intercom*, destiné à ses membres ainsi qu'une revue trimestrielle *Ageing International* qui est distribuée à ses membres ainsi qu'aux bibliothèques et aux abonnés. Chaque numéro de la revue *Ageing International* est consacré à un thème particulier et certains numéros sont des numéros doubles. Un numéro de la revue a été publié sous forme de livre (Transaction Press).

Le bureau latino-américain de la FIV, établi il y a environ deux ans, publie maintenant sa propre version d'*Ageing Journal* en espagnol, qui est distribuée à travers toute l'Amérique latine.

En 1995, la maison d'édition Auburn House a publié un livre de la FIV intitulé *Empowering Older People*, réalisé par Daniel Thursz, Charlotte Nusberg et

Johnnie Prather. Repris par la maison d'éditions Cassell Press de Londres, ce livre est toujours en circulation et distribué au bureau de la FIV à Montréal.

Recrutement de nouveaux membres partout à travers le monde

Au cours des cinq dernières années, le nombre de membres de la FIV a augmenté de façon constante, tant les membres réguliers que les membres associés. En outre, des professionnels et des universitaires peuvent devenir membres de la FIV à titre individuel. Plusieurs gouvernements, ainsi que certaines sociétés, sont membres associés (sans droit de vote).

En ce moment, la FIV a 355 membres, répartis dans 64 pays différents.

Amélioration des communications entre les membres

En plus d'avoir modernisé le matériel de communication à son siège international et d'utiliser le courriel de façon générale, la FIV a créé ses propres pages Web <www.ifa-fiv.org>, ce qui a révolutionné les communications entre les membres ainsi qu'avec le public en général. On trouve au site Web la déclaration de politiques de la FIV – y compris la Déclaration de Montréal de la FIV – ainsi que des renseignements importants sur le vieillissement à travers le monde. Les liens qui permettent d'avoir accès, par le biais du site Web de la FIV, à des dizaines d'autres sites Web et à d'immenses réserves de documents sur le vieillissement sont particulièrement importants. Ces pages Web de la FIV ont obtenu beaucoup de succès et prendront encore plus d'importance au cours des années à venir.

Conclusion

À la fin de cette période quadriennale, la Fédération internationale de la vieillesse est en train de réaliser un sondage important sur l'état d'esprit des aînés et des professionnels travaillant auprès d'eux par rapport aux objectifs établis par l'ONU il y a près de 10 ans. Ce sondage multinational devrait être terminé au printemps de l'an 2000.

7. International Women's Health Coalition

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

L'International Women's Health Coalition (IWHC) s'est donné pour mission de garantir la santé et les droits en matière de sexualité et de procréation des femmes de tout âge. La Coalition estime que la santé et les droits des femmes, ainsi que leur égalité avec les hommes, sont des conditions indispensables à la prospérité mondiale et à la justice économique et sociale. Elle s'emploie à :

a) Aider les femmes à avoir une vie sexuelle saine, sans maladies, violence, handicaps, peur ou souffrances et à se protéger des risques de mortalité liés à la procréation et à la sexualité;

b) Garantir le droit des femmes à n'avoir des enfants que si elles le souhaitent et quand elles le souhaitent, leur permettre de prendre des décisions en toute connaissance de cause et leur donner accès aux services dont elles ont besoin;

c) Faire adopter des politiques et programmes garantissant le bien-être des femmes, et particulièrement ceux qui ont été définis d'un commun accord à la Conférence internationale sur la population et le développement (1994) et à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (1995);

d) Renforcer à l'échelon local, national et international les aptitudes directionnelles, les capacités organisationnelles et l'influence politique des femmes en la matière.

L'IWHC apporte un soutien technique, financier, administratif et moral aux organisations de femmes, ainsi qu'aux groupes de pression, aux militants oeuvrant en faveur de la santé et des droits des femmes et aux prestataires de service d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Depuis 1995, la Coalition assure le secrétariat du groupe Santé, démarginalisation, droits et responsabilisation (HERA), qui réunit 24 groupes de 19 pays militant en faveur de la santé des femmes, et avec lequel la Coalition collabore étroitement en vue de promouvoir la mise en oeuvre des programmes d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Depuis 1999, l'IWHC

s'emploie également à faciliter la participation des groupes de femmes d'Haïti et d'Europe de l'Est aux travaux de l'ONU et aux projets entrepris avec le concours du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Afin de faire évoluer la situation, la Coalition constitue des alliances entre divers groupes et individus visant à influencer les politiques et programmes adoptés dans le domaine de la santé et de la population par les gouvernements nationaux et les organismes internationaux. Elle publie des rapports en plusieurs langues et organise des réunions portant sur des aspects essentiels ou méconnus de la santé des femmes.

L'IWHC bénéficie du soutien financier de fondations privées et de particuliers des États-Unis et d'Europe; d'institutions des Nations Unies; et de plusieurs gouvernements européens. Ses modalités de financement n'ont guère changé depuis 1995.

Le Conseil d'administration de la Coalition, qui réunit des représentants des États-Unis, d'Europe de l'Ouest et de l'Est, d'Afrique et d'Asie, est actuellement encore plus cosmopolite qu'il ne l'était en 1995. Le Premier Ministre du Mozambique, M. Pascoal Mocumbi; le Représentant permanent des Pays-Bas auprès de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, M. Nicolaas H. Biegan; et le Président du Comité des droits de l'enfant (des Nations Unies), M. Nafsiyah Mboi, siègent actuellement au Conseil.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et à d'autres réunions de l'Organisation des Nations Unies

Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, 1995, Beijing (à laquelle ont assisté la Vice-Présidente de la Coalition, en qualité de membre non gouvernemental de la délégation des États-Unis et Sandra Kabir, membre du Conseil d'administration, en qualité de membre non gouvernemental de la délégation du Bangladesh)

Commission de la condition de la femme, mars 1999, New York (participation)

Commission de la population et du développement, mars 1999, New York (participation)

Comité préparatoire de la vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le

développement, mars et juin 1999, New York (la Présidente de la Coalition y a assisté, en qualité de membre non gouvernemental de la délégation des États-Unis)

Vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale, juin 1999, New York (CIPD+5) (la Présidente de la Coalition y a assisté, en qualité de membre non gouvernemental de la délégation des États-Unis)

La Coalition a joué un rôle de premier plan en mobilisant des associations internationales de femmes lors de la Conférence sur la population et le développement et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Avec le concours d'HERA, elle a organisé la « Coalition des femmes pour la Conférence internationale sur la population et le développement », qui a réuni plus d'une centaine d'organisations non gouvernementales du monde entier à l'occasion de la vingt et unième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

Coopération avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies

La Coalition entretient depuis 1994 des relations officielles avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Elle s'est étroitement associée aux travaux du Programme spécial de l'OMS de recherche, de développement et de formation à la recherche en reproduction humaine depuis 1990 et à ceux du programme de santé de la famille et de santé de la procréation, avant même que ce dernier ait été officiellement créé en 1995. La Coalition a le statut d'observateur auprès du Comité des politiques et de coordination du Programme spécial, et la Présidente de la Coalition a participé aux réunions annuelles des parties intéressées du programme de santé de la famille et de santé génésique tenues à Genève.

La Coalition a travaillé en étroite collaboration avec le FNUAP tout au long de la Conférence sur la population et le développement et de l'examen du cinquantième anniversaire de la Conférence. Elle fait partie du Comité consultatif du Directeur général du FNUAP sur les ONG et du groupe d'experts du FNUAP sur les activités de mobilisation.

Autres activités pertinentes

Pendant la période à l'examen dans le présent rapport, la Coalition a signé deux contrats de partenariat avec l'OMS : en 1996, le premier contrat, d'un

montant de 10 000 dollars, visait à aider le Programme spécial de l'OMS à intégrer à ses activités le point de vue des femmes; en 1997, le second, du même montant, a permis de recommander aux programmes de l'OMS des méthodes de prévention et de prise en charge des avortements non médicalisés et de prendre en compte le point de vue des femmes et les sexospécificités dans le domaine de la santé.

La Coalition a reçu deux subventions du FNUAP : une subvention de 100 000 dollars en 1996, afin d'organiser aux États-Unis des activités de sensibilisation au Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement; et, en 1997, une subvention de 600 000 dollars s'échelonnant sur deux ans et destinée à financer la mise en oeuvre du Programme d'action de la Conférence.

8. Conseil national des femmes noires

(Statut consultatif général accordé en 1995)

Le Conseil national des femmes noires est une organisation à but non lucratif, bénévole et composée de membres, qui permet aux femmes d'améliorer leur qualité de vie, ainsi que celle de leur famille et de la communauté, au moyen de programmes d'aide sociale visant à renforcer les droits fondamentaux et civils. Le Conseil est donc une association d'organisations, qui réunit, depuis ses débuts, des femmes de toutes races et de toutes origines culturelles oeuvrant ensemble à la réalisation d'objectifs communs.

La répartition géographique des adhérents du Conseil national des femmes noires n'a pas changé. Le Conseil est présent à l'échelon local, national et international.

Les modes de financement du Conseil national des femmes noires ne se sont guère modifiés ces quatre dernières années. Ses fonds proviennent principalement des cotisations des organisations adhérentes ainsi que des subventions que des entreprises, des fondations et des pouvoirs publics accordent à certains programmes.

Le Conseil national des femmes noires est affilié à l'Association ghanéenne des femmes chefs d'entreprise.

En 1996, la Division internationale du Conseil a organisé, en collaboration étroite avec l'Association ghanéenne des femmes chefs d'entreprise, le premier Salon mondial du commerce et de l'investissement pour les femmes chefs d'entreprise, qui visait à élargir les perspectives de création d'entreprises et d'investissement offertes aux Ghanéennes. Ce forum financé par le PNUD a réuni pour la première fois des femmes entrepreneurs africaines et afro-américaines, afin d'augmenter les possibilités de commerce et d'investissement dont disposent les femmes de ces deux régions du monde.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, ainsi qu'à d'autres conférences ou réunions des Nations Unies

La représentante du Conseil national des femmes noires auprès de l'ONU a commencé dès 1994 à organiser des forums de préparation à la quatrième Conférence sur les femmes. Le Conseil a réuni à six reprises ses sections communautaires et des représentants de ses 32 organisations nationales affiliées et de ses 50 partenaires afin de leur permettre de se familiariser avec les objectifs de la Conférence mondiale. La représentante du Conseil a organisé dans le cadre du Congressional Black Caucus National Forum une réunion préparatoire au cours de laquelle elle a présenté aux membres du Caucus les objectifs de la Conférence et souligné l'importance de l'ONU. La Présidente directrice générale du Conseil a été conseillère auprès de la délégation des États-Unis. Lors du quarante-septième Congrès national du Conseil, les représentants du Conseil auprès de l'ONU ont tenu une réunion d'information intitulée « Programme d'action de Beijing », au cours de laquelle ont été présentées les conclusions de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. Cette réunion visait à aider les participants à mieux comprendre la Conférence mondiale et l'action du système des Nations Unies. Elle a également permis aux sections communautaires locales du Conseil, aux organismes affiliés et aux partenaires de suivre les progrès réalisés à l'issue de la Conférence et a appuyé les programmes communautaires visant à éliminer à l'échelle locale et régionale la violence et les pratiques discriminatoires à l'égard des femmes. La représentante du Conseil auprès de l'ONU a continué de participer aux activités de suivi de la Conférence, en assistant notamment à des réunions publiques organisées à Washington par le Council on Women de la Maison Blanche, ainsi qu'à

des séances de comptes rendus des États tenues au siège de l'ONU à New York. En outre, la représentante du Conseil auprès de l'ONU a organisé des séminaires à Los Angeles (Californie), New Haven (Connecticut) et Boston (Massachusetts). Ces séminaires ont permis de réaffirmer l'intérêt que portent les membres du Conseil aux affaires internationales et d'aider les participants à comprendre ou à mieux se représenter l'action de l'ONU. Avec le concours d'autres ONG, le Conseil s'efforce également de persuader les États-Unis de ratifier la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, conformément à ce qui a été décidé à la Conférence de Beijing. En mars 1996, la représentante du Conseil a organisé, avec l'aide de la Division internationale, une célébration de la Journée de la femme qui a servi de point de ralliement à l'occasion de la Journée internationale de la femme, instaurée par les Nations Unies. Cette manifestation a permis de reconnaître à sa juste valeur le dynamisme des Afro-Américaines et d'intéresser les participants au soutien des programmes de développement international. En décembre 1996, la représentante du Conseil auprès de l'ONU a organisé à l'intention de l'Assemblée des organismes affiliés au Conseil une séance d'informations sur la Conférence de Beijing, au cours de laquelle elle a également présenté les programmes menés en Afrique et en Égypte par l'ONU et la Division internationale du Conseil. En outre, la représentante du Conseil a participé aux réunions de l'Association pour les Nations Unies qui se sont tenues à New York et à Washington, association au Conseil d'administration de laquelle elle a siégé. La représentante assiste également aux comptes rendus du Département de l'information de l'ONU et à des réunions de l'Association pour les Nations Unies, du Comité sur le vieillissement et d'autres organes, afin d'en informer les membres du Conseil.

9. Nation Wildlife Federation

(Statut consultatif spécial accordé en 1991)

La mission de la National Wildlife Federation (NWF) est d'informer des particuliers et des organisations de diverses cultures afin de les inciter et de les aider à préserver le milieu et les ressources naturelles et à protéger l'environnement pour parvenir à un avenir pacifique, équitable et durable.

La NWF est, aux États-Unis, la plus grande organisation se consacrant à l'information en matière de défense de l'environnement, comptant 4,5 millions d'adhérents et de sympathisants dans l'ensemble du pays, mais aussi des membres et des partisans individuels dans 175 autres pays. Par le biais de recherches, de publications, de procès, de formation de bénévoles et d'activités d'information, elle tente de se préparer aux défis du XXI^e siècle. Grâce à ses programmes internationaux, elle maintient un dialogue avec des organisations non gouvernementales, des organismes publics, des organes multilatéraux et des particuliers intéressés dans le monde entier sur les grands sujets de la protection de l'environnement et du développement durable. La NWF est une organisation non gouvernementale de défense de l'environnement, à but non lucratif, non assujettie à l'impôt et soumise aux lois des États-Unis.

Depuis le dernier rapport, il n'y a pas eu de changements sensibles au niveau du nombre d'adhérents dans le monde, des sources de financement ou de l'affiliation à des ONG internationales dotées du statut consultatif.

Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, à ses conférences et à ses réunions

1995 : Dans tout le pays, la NWF a mobilisé des militants qui ont écrit plus de 4 000 lettres et fait des centaines d'appels téléphoniques au Congrès des États-Unis afin que celui-ci affecte des fonds aux activités de l'ONU dans le domaine du développement durable, notamment celles du FNUAP, du PNUE, du PNUD, etc. Elle a tenu une grande conférence à Washington intitulée : « Accounting for the Environment » (Comptabiliser l'environnement) dont l'objectif était de promouvoir auprès des gouvernements et des institutions de Bretton Woods les méthodes de comptabilité des ressources naturelles. Les fonctionnaires de la Division de statistique des Nations Unies ont participé à cette conférence.

Le Directeur des programmes internationaux de la NWF a conduit la délégation de l'organisation à la troisième session de la Commission du développement durable et à la réunion intersessions, et il a fait un certain nombre de déclarations au nom d'organisations non gouvernementales lors de consultations informelles et de points de presse organisés par le Département de

l'information de l'Organisation des Nations Unies. La NWF a également pris part aux travaux du Comité directeur de la Commission chargé des ONG.

En 1995, elle a décerné son prix le plus prestigieux – Conservation Achievement Award – à Mme Nafis Sadik, Directrice exécutive du FNUAP.

1996 : Au cours de la réunion intersessions de la Commission du développement durable, la NWF a organisé deux tables rondes sur les nouvelles ressources financières et les nouveaux mécanismes de financement du développement durable. Le Président de la Commission, des responsables de l'ONU, des représentants d'organisations non gouvernementales et du Gouvernement néerlandais ont pris part à la première, tandis qu'à la deuxième, ont participé les Ambassadeurs de Thaïlande et de Guyana, des responsables de l'ONU et des experts indépendants. Plusieurs représentants de la NWF ont assisté à la quatrième session de la Commission. Le Directeur des programmes internationaux de la Fédération a fait une communication sur l'avenir de la Commission, en sa qualité de représentant des ONG (ainsi que les présidents des trois premières sessions de la Commission) pendant le débat de haut niveau, en préparation de la cinquième session et de la session extraordinaire de l'Assemblée générale prévues pour l'année suivante.

Au cours de la quatrième session de la Commission, le coordonnateur du Programme pour la population et le développement de la NWF a organisé une séance d'information (qui a attiré un public nombreux) des ONG sur les technologies de gestion des déchets au profit des femmes et des enfants.

Le Directeur des programmes internationaux de la NWF a participé à la deuxième réunion internationale du PNUE sur le financement et l'environnement, tenue à Londres.

1997 : Le Directeur des programmes internationaux de la NWF a participé à la quatrième réunion d'experts sur le financement d'Action 21 à Santiago (Chili). Il a rédigé un chapitre intitulé « Ressources financières pour la transition vers un développement durable », du livre *The Way Forward – Beyond Agenda 21* (Aller de l'avant : au-delà d'Action 21) (Earthscan, 1997) dont l'objectif était de faire comprendre au public les progrès accomplis par la Commission et de montrer ce que celle-ci pouvait encore réaliser, et d'indiquer tout ce qui avait été fait en cinq ans, depuis

le Sommet planète Terre de Rio (Conférence sur l'environnement et le développement de l'ONU).

Pendant la cinquième session de la Commission du développement durable, la Fédération, en collaboration avec nombre de délégations gouvernementales et non gouvernementales, a proposé la création d'un Groupe intergouvernemental extraordinaire sur le financement afin de trouver une issue aux problèmes opposant les pays du Nord à ceux du Sud qui empêchent la mise en oeuvre d'Action 21. Cette proposition a fait l'objet d'un débat pendant la session extraordinaire de l'Assemblée générale, et le Directeur international de la NWF a collaboré avec des délégations gouvernementales pour faire avancer la proposition qui, en fin de compte, n'a pas été adoptée.

La NWF a dépêché des délégations à la session extraordinaire et au Plan-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Au cours de la séance plénière de la troisième réunion internationale du PNUE sur le financement et l'environnement, tenue à New York, le Directeur des programmes internationaux de la NWF a fait une communication.

1998 : La Fédération a élaboré un programme sur les changements climatiques et la nature, destiné, en particulier, à rallier un soutien aux États-Unis en faveur de la ratification du Protocole de Kyoto au Plan-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le Coordonnateur du programme de la NWF sur le financement et l'environnement a pris part à la quatrième réunion annuelle du PNUE sur le financement et l'environnement, tenue à Cambridge (Royaume-Uni). Préalablement à la réunion du PNUE, la NWF avait organisé la première table ronde ONG/banques au cours de laquelle de grandes institutions financières internationales et des ONG avaient examiné des questions se rapportant à l'environnement et avaient cerné des domaines d'intérêt commun.

Pendant toute la période quadriennale, la NWF a exercé des pressions sur le Congrès américain afin d'inciter les États-Unis : à prendre une plus grande part aux activités de l'ONU; à verser des contributions volontaires importantes aux institutions spécialisées du système des Nations Unies actives dans les domaines de la population, de l'environnement et du développement durable; à financer intégralement les engagements pris lors de la Conférence internationale sur la popula-

tion et le développement; et à payer les arriérés dus à l'ONU.

10. Organisation néerlandaise pour la coopération internationale au développement

(Statut consultatif spécial accordé en 1995)

Période couverte par le rapport : 1995-1998

L'Organisation néerlandaise pour la coopération internationale au développement (NOVIB) mène des activités dans le domaine du développement durable en appuyant les initiatives en faveur des indigents dans les pays en développement et en défendant la cause de ces populations dans les pays du Nord.

Elle poursuit trois objectifs interdépendants : atténuer la pauvreté structurelle au moyen de la coopération avec des partenaires en Afrique, en Asie, en Amérique latine, dans l'ex-Union soviétique et en Europe de l'Est, informer l'opinion publique néerlandaise et défendre les intérêts des pauvres auprès des décideurs.

NOVIB est une organisation nationale ayant des membres nationaux, active dans le monde entier.

Il n'y a eu aucun changement notable concernant les sources de financement.

NOVIB est devenue membre du groupe Oxfam avec qui elle a créé en mars 1995 Oxfam International. NOVIB est donc affiliée à Oxfam Grande-Bretagne (anciennement Oxfam Royaume-Uni et Irlande).

Participation aux activités des organes du Conseil économique et social et aux conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies

Les représentants de l'organisation ont assisté à ce qui suit :

1995

Troisième session du Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social (16-27 janvier);

Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 6-13 mars);

Session du Conseil économique et social (juillet);
Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, septembre).

1996

Trente-quatrième session de la Commission du développement social (21-30 mai);

Cinquante-deuxième session de la Commission des droits de l'homme (18 mars-26 avril).

1997

Trente-cinquième session de la Commission du développement social (25 février-6 mars);

Quarante et unième session de la Commission de la condition de la femme (10-21 mars);

Cinquante-troisième session de la Commission des droits de l'homme (17 mars-25 avril).

1998

Trente-sixième session de la Commission du développement social (10-19 février).

NOVIB a également participé aux diverses activités de la façon suivante :

a) Communications orales et écrites présentées en coopération avec des groupes du développement et des groupes de femmes par l'intermédiaire de ses réseaux : Eurostep (European Solidarity Towards Equal Participation of People) et Veille sociale;

b) Une proposition à inclure dans le projet de Programme d'action, janvier 1995;

c) Des discours prononcés par les groupes du développement et Eurostep au Sommet social, 1995;

d) De Copenhague à Beijing, 1995;

e) Avons-nous atteint notre objectif de qualité? Une évaluation des ONG de la Déclaration faite au Sommet social et du Programme d'action, 1995;

f) Une note d'information des ONG pour la Commission du développement social, 1996;

g) Une conférence de presse sur Veille sociale, tenue à l'ONU et parrainée par les Pays-Bas, 28 mai 1996.

Coopération avec les organes et institutions spécialisées des Nations Unies

1995-1998 : Adhérent néerlandais du Partenariat en faveur du développement humain, parrainé par le PNUD, Genève.

1998 : Invitation de l'UNICEF à faire une communication à la réunion de Hanoi sur la formule 20/20 (27-29 octobre 1998).

1996 : NOVIB a apporté son soutien aux travaux du Rapporteur spécial chargé de la question de la violence contre les femmes, y compris ses causes et ses conséquences, en finançant un rapport sur le trafic des femmes établi par une organisation néerlandaise et que le Rapporteur spécial a utilisé pour son propre rapport en 1996. NOVIB a aussi facilité la visite de chercheurs à la session de la Commission.

Production du document « International reactions to the Human Development Report 1998 » (Réactions internationales au Rapport sur le développement humain 1998).

Autres activités

Mesures prises pour l'application des résolutions

Suivi du Sommet social

NOVIB a lancé l'idée de Veille sociale et en a été le fondateur principal. Cette initiative prend son origine dans les groupes de développement du Sommet social et la Conférence de Beijing. C'est un mécanisme de suivi collectif des ONG qui cherche à rester actif sur le plan politique, à sensibiliser l'opinion publique et à faire pression sur les gouvernements des pays du Nord et du Sud et sur les organisations internationales pour qu'ils respectent et appliquent intégralement les engagements pris à Copenhague et à Beijing. Les contributions des organisations de la société civile constituent la base des rapports annuels de Veille sociale.

Mines antipersonnel

NOVIB a participé à l'application des résolutions relatives à la question en sa qualité de membre de la campagne menée au Pays-Bas pour l'interdiction des mines terrestres depuis son lancement en septembre 1994. Cette campagne est membre de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres.

Consultations et coopération avec les responsables du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies

Département de la coordination des politiques et du développement durable : Yao Ngoran a participé à l'atelier de Veille sociale sur les indicateurs du développement social.

Division du développement social et de l'élimination de la pauvreté du PNUD : Thierry Lema-resquier a pris part à une consultation en vue de la création d'un comité consultatif.

Autres exemples, notamment la collaboration sur le terrain

En sa qualité d'organisation de cofinancement, NOVIB appuie les initiatives locales dans les pays en développement. Elle collabore souvent sur le terrain avec des organisations des Nations Unies, sur la base d'un programme mutuel ou en établissant des partenariats de financement des projets, par exemple avec le FIDA (Inde, Pakistan); le PNUD (Pakistan, El Salvador, Brésil, Bolivie); la Banque mondiale (Inde, Brésil, Bolivie, Chili); l'OMS (Inde, Brésil, Bolivie); l'UNICEF (Zambie, Brésil, Chili, Bangladesh); la FAO (Inde, Chili); le PAM (Bangladesh); l'OIT (Bangladesh); UNIFEM (Suriname, Pérou); le FNUAP (Brésil); l'UNESCO (Brésil).

11. Union de Ciudades Capitales Iberoamericanas

L'Union des capitales ibéro-américaines est une organisation internationale sans but lucratif, qui a pour objectifs primordiaux de définir un cadre conceptuel de référence pour la coexistence pacifique et le développement solidaire et de promouvoir une prise de conscience à même de renforcer la compréhension et la coopération entre les peuples de l'aire ibéro-américaine.

Les villes membres de l'Union sont les suivantes : Asunción, Barcelone, Brasilia, Buenos Aires, Caracas, Guatemala, La Havane, La Paz, Lima, Lisbonne, Madrid, Managua, Mexico, Montevideo, Panama, Rio de Janeiro, San José (Costa Rica), San Juan (Porto Rico), San Francisco de Quito, Santa Fe de Bogotá, San Salvador, Santiago, Saint-Domingue, São Paulo, Sucre et Tegucigalpa.

Les objectifs de l'Union, inscrits dans ses statuts, sont les suivants :

- a) Promouvoir les liens, les relations et les échanges de tout genre entre les capitales ibéro-américaines;
- b) Étudier toutes les questions qui concernent la vie, les activités et les problèmes des municipalités membres;
- c) Promouvoir les droits du citoyen et, en particulier, le droit au progrès dans la paix, ainsi que le droit du citoyen de participer à la gestion des affaires publiques et au développement des relations intermunicipales;
- d) Promouvoir le développement harmonieux et équilibré des capitales ibéro-américaines, en favorisant la solidarité et la coopération entre ces villes;
- e) Organiser des rencontres et des activités qui permettent de procéder à un véritable échange de connaissances, notamment dans les secteurs économique, culturel, technique, professionnel et touristique.

Au cours de la période 1994-1997, les représentants de l'Union ont assisté aux réunions suivantes :

- a) Réunion des Associations internationales des villes et des collectivités locales, New York, août 1994;
- b) Colloque international de maires pour le développement social, New York, août 1994;
- c) IIIe Conférence du Réseau latino-américain des associations nationales des municipalités, Córdoba (Argentine), novembre 1994;
- d) Réunion préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II), Rio de Janeiro, juin 1995;
- e) IIe Réunion préparatoire du Réseau latino-américain des associations nationales des municipalités pour Habitat II, Santiago, novembre 1995;
- f) IIIe Conférence des associations et réseaux de collectivités locales préparatoire à Habitat II, New York, février 1996;
- g) Assemblée mondiale des villes et des autorités locales, Istanbul, mai 1996;

h) Conférence des Nations Unies sur les établissements humains, « Sommet de la ville », Habitat II, Istanbul, juin 1996;

i) VIIe Réunion du Réseau des associations des municipalités et des villes d'Amérique latine et Comité exécutif de la Section latino-américaine de l'Union internationale des villes et pouvoirs locaux, Miami, novembre 1996;

j) Réunion des maires et des hautes autorités municipales d'Amérique latine et des Caraïbes sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Habitat, Rio de Janeiro, octobre 1997.

Activités organisées par l'Union

1994

VIe Assemblée plénière, Lisbonne, septembre

XVIIIe Comité exécutif, Rio de Janeiro, mai

XIXe Comité exécutif, Lisbonne, septembre

VIe réunion des maires d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes, San José, avril

VIIe réunion des maires d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes, La Havane, juillet

VIIIe réunion des maires d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes, Managua, décembre

VIIIe réunion de la Commission de la culture, Lisbonne, avril

IXe réunion de la Commission de la culture, San Juan, octobre

VIe réunion de la Commission du tourisme, Rio de Janeiro, mars

Ve réunion de la Commission de la sécurité et de la police municipale, Asunción, septembre

IVe séminaire sur le développement urbain, Mexico, octobre

Réunion sur les quartiers marginaux, Quito, septembre

IIe rencontre des pompiers municipaux ibéro-américains, Madrid, octobre

IIIe Séminaire international sur les politiques municipales, Madrid, décembre

VIIe Programme ibéro-américain de formation municipale, Madrid, 1re phase (juin) et 2e phase (novembre)

Capitale ibéro-américaine de la culture 1994, Lisbonne

1995

XXe Comité exécutif, Madrid, mars

XXIe Comité exécutif, Asunción, octobre

Ve réunion des maires du cône Sud, Asunción, mars

Xe réunion de la Commission de la culture, Montevideo, septembre

VIIe réunion de la Commission du tourisme, Asunción, mars

Ile réunion de la Commission de l'informatique et des statistiques municipales, Brasilia, septembre

VIe réunion de la Commission de la sécurité et de la police municipale, Rio de Janeiro, octobre

Ile réunion de la Commission de l'environnement, Rio de Janeiro, octobre

Ire réunion de la Commission de la promotion sociale, Montevideo, août

Conférence ibéro-américaine des maires de capitales : « Le rôle des municipalités dans la gestion du transport et du développement métropolitain », Santiago, octobre

VIIIe Programme ibéro-américain de formation municipale, Madrid [1re phase (mars) et 2e phase (novembre)]

Ve Prix ibéro-américain de la photographie, Madrid, octobre

IVe Prix de la recherche municipale, Madrid, octobre

Ile Prix de la vidéo, Madrid, octobre

Capitale ibéro-américaine de la culture, 1995, Managua

1996

VIIe Assemblée plénière, Mexico, D.F., novembre

XXIIe Comité exécutif, San Juan de Puerto Rico, avril

XIIIe Comité exécutif, Mexico, D.F., novembre

IXe réunion des maires d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes, Tegucigalpa, février

Xe réunion des maires d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes, San Juan de Puerto Rico, avril

VIe réunion des maires du cône Sud, Asunción, mars

XIe réunion de la Commission de la culture, Montevideo, novembre

VIIIe réunion de la Commission du tourisme, La Havane, septembre

VIIe réunion de la Commission de la sécurité et de la police municipale, Madrid, juin

Ile réunion de la Commission de la promotion sociale, Quito, octobre

Ire réunion de la Commission du développement économique, Tegucigalpa, février

Ire réunion de la Commission de la décentralisation, de la régionalisation administrative et des services publics, Lima, septembre

Ve séminaire de développement urbain, Mexico, D.F., juillet

IIIe rencontre des pompiers municipaux ibéro-américains, Santiago, août

Rencontre des responsables des relations internationales des capitales ibéro-américaines autour du thème « L'avenir de l'Union européenne », Madrid, juillet

Séminaire international sur la décentralisation et les gouvernements locaux, Lima, septembre

IXe programme ibéro-américain de formation internationale, Madrid, octobre

Capitale ibéro-américaine de la culture, 1996, Montevideo

1997

XXIVe Comité exécutif, Tegucigalpa, avril
XXVe Comité exécutif, Saint-Domingue, octobre
IXe réunion des maires d'Amérique centrale, du Mexique et des Caraïbes, Tegucigalpa, avril
VIIe réunion des maires du cône Sud, Buenos Aires, mai
XIIe réunion de la Commission de la culture, La Havane, juillet
IXe réunion de la Commission du tourisme, Buenos Aires, mai
VIIIe réunion de la Commission de la sécurité et de la police municipale, Panama, novembre
IIIe réunion de la Commission de l'environnement, Quito, avril
IIIe réunion de la Commission de la promotion sociale, Brasilia, juin
IIe réunion de la Commission du développement économique, Saint-Domingue, avril
IIe réunion de la Commission de la décentralisation, Ica (Pérou), août
Ire réunion de la Commission du transit et des transports, Caracas, novembre
VIe séminaire sur le développement urbain, Mexique, août
Forum sur le commerce sur la voie publique, Mexico, D.F., février
Rencontre ibéro-américaine sur les politiques de protection du consommateur, Saint-Domingue, avril
Séminaire international sur la pollution atmosphérique dans les villes de haute altitude, Quito, avril
Ire journée de coopération UCCI-UCCLA. Rencontre sur le logement, Lisbonne, mai
Rencontre sur la rénovation des centres historiques en tant que mesure d'appui au tourisme, Sucre, juin
Séminaire sur le programme SINADES, Madrid, août

Rencontre sur l'économie informelle, Lima, août
Sommet des capitales ibéro-américaines européennes, Madrid, septembre
Premier séminaire international « Drogue et ville », Santiago, novembre
Rencontre internationale sur le transit et les transports dans les grandes villes, Caracas, novembre
Xe programme ibéro-américain de formation municipale, Madrid, mars
XIe programme ibéro-américain de formation municipale, Madrid, octobre
Capitale ibéro-américaine de la culture, 1997, La Havane

12. Conférence mondiale des maires pour la paix grâce à la solidarité intervilles

(Statut consultatif spécial accordé en 1991)

En instaurant des liens de coopération entre les 483 villes de 102 pays et régions qui, le 1er novembre 1999, ont exprimé leur soutien solennel au Programme de promotion de la solidarité entre les villes en vue de l'abolition totale des armes nucléaires proposé par les villes de Hiroshima et de Nagasaki à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le désarmement, en juin 1982, la Conférence se propose de sensibiliser l'opinion publique internationale à la nécessité d'éliminer les armes nucléaires. En oeuvrant pour atténuer la faim, la pauvreté, la dégradation de l'environnement et une multitude d'autres problèmes qui menacent la coexistence pacifique, nous voulons contribuer à la réalisation d'une paix mondiale durable.

Participation à d'autres conférences

La Conférence mondiale des maires a participé à la Conférence annuelle des organisations non gouvernementales (ONG) organisée par le Département de l'information (18-20 septembre 1995, Siège de l'ONU). Elle a aussi participé, en qualité d'observateur, à la Conférence de 1995 des Parties au

Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation (18 et 19 avril 1995, Siège de l'ONU). Elle a transmis au Président de cette conférence une déclaration et des documents complémentaires dans lesquels elle exprime son opposition à la reconduction indéfinie du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle a aussi participé à la Conférence ONU/ONG sur le désarmement (24-25 avril 1996, Siège de l'ONU) et à la Conférence des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies (3-5 novembre 1997, siège du BIT, Genève).

Coopération avec l'Organisation des Nations Unies

La Conférence mondiale des maires a accueilli des conférences des Nations Unies sur les questions de désarmement :

12-16 juin 1995 (Nagasaki);
17-20 juillet 1996 (Hiroshima);
24-27 novembre 1998 (Nagasaki).

Elle a aussi accueilli des colloques sur l'ONU et le désarmement :

16 juin 1995 (Nagasaki) et 18 juin 1995 (Hiroshima).

Elle a en outre accueilli des boursiers chargés de recherche sur le désarmement ((Hiroshima et Nagasaki) :

1er-6 octobre 1995 (30 boursiers de 30 pays);
11-17 octobre 1996 (20 boursiers de 19 pays);
17-23 octobre 1997 (24 boursiers de 24 pays);
10-16 octobre 1998 (25 boursiers de 25 pays).

Autres activités

À l'occasion de la Semaine du désarmement, la Conférence mondiale des maires organise chaque année une exposition d'affiches et de dessins d'enfants et d'étudiants pour la paix (devenue, en 1997, le concours de dessins d'enfants pour la paix).

Un membre du secrétariat de la Conférence a été détaché, du 10 juillet 1995 au 5 juillet 1996, auprès du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique.

Le 7 novembre 1995, le Président et le Vice-Président de la Conférence, en qualité de représentants

officiels du Gouvernement japonais, ont fait une déposition orale devant la Cour internationale de justice sur l'illégalité de l'utilisation des armes nucléaires.

La quatrième Conférence générale de la Conférence mondiale des maires pour la paix grâce à la solidarité intervilles (Hiroshima et Nagasaki) s'est tenue du 4 au 9 août 1997 (participation : 117 villes de 33 pays). Le thème en était « Paix, justice et liberté : la recherche d'une harmonie mondiale ». Un appui a été fourni par le centre d'information des Nations Unies, l'Université des Nations Unies et l'Association japonaise des Nations Unies.

La Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique de la Conférence mondiale des maires pour la paix grâce à la solidarité intervilles s'est tenue du 27 au 30 juin 1995 (participation : 57 villes de 13 pays). Le thème en était « La paix dans les régions de l'Asie et du Pacifique et le rôle des villes – vers une abolition totale des armes nucléaires ». Un appui a été fourni par le centre d'information des Nations Unies, l'Université des Nations Unies et l'Association japonaise des Nations Unies.

Des lettres ont été envoyées pour protester contre les essais nucléaires de la Chine et de la France (1995, 1996) et contre les essais nucléaires sous-critiques des États-Unis et de la Fédération de Russie (1997, 1998, 1999). Des protestations ont également été adressées à l'Inde et au Pakistan après les essais effectués en 1998.

La Conférence a publié les volumes 4 à 10 de son *Bulletin d'information*.

En coopération avec le Département de l'information, une exposition permanente d'éléments de la bombe atomique a lieu, depuis septembre 1983, au rez-de-chaussée du Siège de l'ONU.

Des expositions sur la bombe atomique d'Hiroshima et de Nagasaki se sont tenues du 20 août au 1er septembre 1997 (États-Unis), du 1er au 31 mars 1998 (Italie) et du 2 septembre au 9 octobre 1998 (États-Unis).

Des colloques internationaux sur la paix ont été organisés :

6 août 1995
L'avenir de la civilisation nucléaire – étude de l'histoire et de l'humanité;
2 août 1996
Un pas vers un monde dénucléarisé;

29 juillet 1997

La non-nucléarisation de l'Asie du Nord-Est et le rôle du Japon;

4 août 1998

Notre rôle dans l'élimination des armes nucléaires.
